

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1827 - 25 novembre 1993 - 5 F

D 1827 **NICARAGUA: LA 3^e PHASE DE LA GUERRE DES
ÉTATS-UNIS AU SANDINISME**

C'est un fait particulièrement insolite que la rencontre entre un jésuite économiste et un ancien sous-secrétaire d'Etat nord-américain de l'époque Reagan. Cela s'est passé à Managua, le 16 août 1993, entre Xavier Gorostiaga, recteur de l'Université centro-américaine de Managua, et Elliot Abrams, reconverti en journaliste pour **The Washington Post**. On lira ci-dessous le récit de cette étrange rencontre rédigé par l'"interviewé".

"Ce qui n'a pas été réglé par la guerre ni par les élections doit être réglé maintenant": telle est, en substance, l'analyse de l'ancien collaborateur du président Reagan dont l'acharnement contre le Nicaragua sandiniste est connu (cf. DIAL D 855, 1033 et 1180). C'est dans ce sens qu'il faut donc comprendre la gravité de l'actuelle situation politique au Nicaragua (cf. DIAL D 1561, 1765 et 1819).

Voici donc, du point de vue de l'"interviewé", la teneur de l'entretien avec son "intervieweur" telle que son auteur l'a rapportée dans l'hebdomadaire mexicain **Proceso** du 6 septembre 1993.

Note DIAL

Le recteur Gorostiaga, lors d'une interview avec Elliot Abrams:

L'ÉCHEC DE VIOLETA CHAMORRO ET LA DÉCOMPOSITION SOCIALE DU NICARAGUA

Envoyé par **The Washington Post**,
l'ancien sous-secrétaire d'Etat nord-américain Elliot Abrams
s'est rendu au Nicaragua pour s'entretenir
avec le recteur de l'Université centro-américaine, le jésuite Xabier Gorostiaga,
sur la situation politique de ce pays.
Gorostiaga a remis à **Proceso** sa version de la conversation
publiée à la fin de la semaine dernière par le journal nord-américain.

Il est inhabituel qu'un interviewé prenne les déclarations de son intervieweur. Et plus inhabituel encore que cela se passe entre un recteur d'université et un ancien sous-secrétaire d'Etat aujourd'hui contracté comme journaliste. Sans parler du fait que l'entretien se soit déroulé trois jours avant la double prise d'otages qui a fait revenir le Nicaragua, déjà oublié, en première page des journaux et à la une de l'opinion internationale (1).

Mais ce qui est parfaitement inhabituel, c'est qu'Elliot Abrams, l'un des auteurs de l'impossible paix au Nicaragua, se transforme en artisan de paix pour ce pays dans lequel la paix est comme le rocher du mythe de Sisyphe qui, au moment où il est hissé au sommet, retombe aussitôt dans les profondeurs de l'abîme.

Le lundi 16 août, dans le bureau du rectorat de l'Université centro-américaine, j'ai reçu M. Elliot Abrams, sur demande de l'ambassade nord-américaine de Managua. Je lui ai dit que j'allais enregistrer la conversation et lui ai fait savoir l'opposition de ma communauté jésuite à lui accorder cette entrevue, vu que lui-même et le gouvernement Reagan sont considérés comme responsables et coupables de la polarisation, de la guerre et de la crise au Nicaragua et en Amérique centrale. J'ai cependant accepté cette entrevue par impératif éthique consistant à tenter, une nouvelle fois, d'édifier des relations normales avec Washington. Innocemment j'ai déclaré à Elliot Abrams que j'espérais de lui qu'il soit un agent de pacification avec, même, davantage d'impact que tout autre *journaliste libéral* écrivant sur le Nicaragua.

Elliot Abrams ne m'a pas répondu. Il a déposé sa sacoche en un geste lui donnant le temps, je pense, de digérer la surprise d'une situation vraiment embarrassante. Personnellement j'avais imaginé qu'il allait se lever et s'en aller. Il n'en a rien été. L'entretien s'est déroulé sur le ton de la franchise, voire de la cordialité.

"Le fait d'avoir désarmé une bonne partie du pays n'a aucunement fait disparaître les comportements guerriers, ni ici ni aux Etats-Unis... Washington continue d'être un facteur de polarisation des tensions et de l'intransigeance entre groupes antagoniques au Nicaragua. Nous avons besoin d'une politique de neutralité de la part de Washington, de façon à créer un espace national comme lieu de règlement de conflits aux profondes racines historiques et culturelles. Nous avons besoin d'un sénateur Moackley (2) au Nicaragua et que le sénateur Helms (3) soit passé à un musée de la Guerre froide", lui ai-je dit, avec une ironie mal dissimulée.

J'ai ajouté: *"Monsieur Elliot, nous vous considérons, vous aussi, comme juge et partie dans ce vieux problème. J'espère que votre article pourra constituer un apport significatif dans l'établissement, pour la première fois dans notre histoire, de relations normales entre nos gouvernements; et dans la maîtrise, pour l'heure, d'une polarisation grandissante et d'une crise d'ingouvernabilité qui sont en train de détruire le Nicaragua."*

"Madame Violeta Chamorro a eu une occasion unique de réconcilier ce pays. Elle est sans doute la personne la mieux indiquée pour cela, non pas tant comme présidente et personnalité politique que comme figure maternelle transcendant tous les partis. Je crois cependant qu'elle a échoué. Les Etats-Unis sont également responsables, du fait qu'ils ont non seulement gêné mais aussi empêché un processus de réconciliation bien plus difficile qu'en Espagne et qu'au Chili."

"J'estime que nous sommes parvenus à une situation de décomposition sociale faite de 60% de la population au chômage, 70% en dessous du seuil de pauvreté et une famine généralisée. Mais le pire est l'horizon bouché et l'absence d'avenir. Je vous rappelle que, d'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), nous sommes le seul pays au monde à disposer d'un revenu par tête inférieur en 1993 à celui de 1960."

"Dans une telle situation intérieure et compte tenu de la provocation des Etats-Unis qui, de l'extérieur, attisent nos contradictions, des gestes de folie comme celui d'Estelí (4) peuvent toujours se répéter au Nicaragua. Comme je l'avais déclaré au Los Angeles Times le lendemain du massacre d'Estelí, Washington est pour une bonne part cause de ce massacre inutile car il a contraint Humberto Ortega (5) et l'armée à une réaction démesurée en raison des accusations lancées contre la présidente de manquer de contrôle civil sur l'armée, et contre l'armée d'incapacité à assurer l'ordre dans le pays."

Elliot Abrams prenait beaucoup de notes et m'interrompait avec des commentaires pointus, tel celui-ci:

"En El Salvador, comme on le pense officiellement, nous avons gagné contre le FMLN (6). Dans la victoire, comme cela s'est produit dans toutes les guerres menées par les Etats-Unis"

depuis la Seconde guerre mondiale, nous savons être généreux. Mais ici, nous n'avons pas gagné, c'est plutôt le sandinisme qui a plus ou moins gagné. C'est comme au Vietnam. Après la victoire électorale de Mme Violeta les sandinistes ont gardé l'armée et la police. Ce qui n'a pas été réglé par la guerre ni par les élections doit être réglé maintenant. C'est un élément de la vieille Guerre froide et de la vieille guerre contre le Nicaragua."

Je lui ai répondu: "Ici, personne n'a gagné. Je crois qu'il n'existe pas un seul sandiniste quelque peu sensé qui se hasarderait à dire qu'il a gagné. Pour sûr, au Nicaragua, il n'y a pas eu de victoire militaire des Etats-Unis ni de la "contra". Cela on peut le dire. Mais ici, personne n'a gagné et le pays est complètement disloqué. Appliquer au Nicaragua le syndrome du Vietnam est une grave erreur."

- En ce qui concerne la suspension de l'aide, que veut-on? Nous avons accordé une aide importante après les élections, mais pour quel résultat? m'a demandé Elliot Abrams.

- Il s'agissait d'une aide perverse. L'argent est allé aux groupes les plus polarisés qui ont fait appel à des cabinets de consultants de l'étranger méconnaissant totalement la réalité. L'aide au Nicaragua n'a pas été AID (7) mais AIS, c'est-à-dire Agence internationale de sécurité. J'espère que la nouvelle restructuration de l'AID en fera une authentique agence de développement et que l'aide au Nicaragua sera un élément d'une neutralité active et constructive.

- Que pensez-vous d'Humberto Ortega? Y a-t-il un gouvernement civil faible et une armée forte? Au Nicaragua, la situation est pire qu'au Guatemala et qu'en El Salvador car, ici, l'armée est liée à un parti. A Washington on estime que l'armée reste une armée privée. On ne peut instaurer une vraie démocratie avec une armée privée.

- Je constate que l'armée salvadorienne s'appuie sur un parti politique, l'ARENA (8), et qu'au Guatemala elle s'appuie sur un ensemble de partis de l'oligarchie guatémaltèque à laquelle l'armée est politiquement et économiquement liée. Au Nicaragua, l'armée ne peut cesser pour l'heure d'être sandiniste, au même titre que l'armée espagnole est restée franquiste pendant de nombreuses années, tout comme l'armée de Pinochet n'est pas devenue démocratique avec l'élection d'Aylwin à la présidence. Cela demande du temps, un processus organique et juridique, ainsi que la mise en place d'un certain nombre d'institutions permettant le fonctionnement indépendant des pouvoirs d'Etat, à savoir l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Ces pouvoirs ne sont pas encore consolidés au Nicaragua. Nous avons un excès de présidentialisme et un manque d'autonomie de l'Assemblée nationale et de la Cour suprême. Le même phénomène se retrouve dans l'armée.

L'important est qu'il existe une volonté politique de parvenir à une maturation relativement rapide de la situation. La loi organique de l'armée, qui a trop tardé à être présentée à l'Assemblée nationale, sera finalement débattue en septembre. J'espère que le départ d'Humberto Ortega(9) s'inscrit dans le cadre de la future loi organique. S'il s'avérait que la mise à l'écart d'Humberto Ortega est le fruit de pressions nord-américaines, cela constituerait un danger pour l'armée comme institution. Cela pourrait aller jusqu'à une déstabilisation interne grave dans les actuelles conditions d'ingouvernabilité du pays. Washington doit comprendre que le Nicaragua est un pays très compliqué, en dépit de sa petitesse. Le gouvernement Clinton n'a pas de politique qui soit nouvelle; il continue d'appliquer de vieux principes à une situation dépassée.

- Vous avez dit que la réconciliation de Mme Violeta Chamorro avait échoué.

- Elle vit un moment des plus graves.

- Vous en rejetez la faute sur Washington? Ou n'y-a-t-il pas aussi des problèmes internes?

- Bien sûr qu'il existe des problèmes internes, mais qui sont compliqués et accrus par l'intervention constante et insistante de Washington. Les marges de manoeuvre se réduisent chaque jour davantage au détriment d'un espace national, et même de Mme Violeta Chamorro.

L'entrevue a continué ainsi sur des sujets très brûlants: l'entreprise privée nicaraguayenne; la "piñata" (10); la nouvelle bourgeoisie sandiniste; la grève du capital privé qui se refuse à investir au Nicaragua; l'éventualité d'élections anticipées; la réforme de la constitution; la démilitarisation du Nicaragua dans le cadre de la démilitarisation de l'Amérique centrale et du Panama à l'horizon de l'an 2000; la démobilisation comme danger de déstabilisation par impossibilité d'absorber les milliers de "contras" ou de sandinistes sur le marché de l'emploi. Autant de sujets qui demanderaient beaucoup plus d'espace que celui de cette interview insolite.

Nous nous sommes à nouveau retrouvés pour un dîner le vendredi 20 à 19 h 30, au moment de la prise en otages du vice-président Virgilio Godoy, de l'ancien président de l'Assemblée nationale Alfredo César, et de la plupart des membres du comité directeur de l'UNO (11). Mais le dîner a pris un tour angoissant, au point qu'il a dû être interrompu pour raison de sécurité de la personne d'Elliot Abrams.

J'ai rarement eu dans ma vie à entreprendre une tâche aussi difficile que celle de convaincre Elliot Abrams de la nécessité d'un changement de politique. J'ai été surpris d'entendre Abrams, en faisant l'évaluation de sa visite, parler de "la difficulté de ce petit pays si complexe". Peut-on nourrir l'espoir que, tant à Managua qu'à Washington, nous parvenions à nous défaire de ces "vieux clichés d'analyse" qui sont à l'origine de l'incompréhension, de la confrontation et de l'incapacité à trouver des solutions?

(1) Cf. DIAL D 1819 (NdT).

(2) Membre d'une commission spéciale du Congrès des Etats-Unis chargée d'enquêter sur l'assassinat des six jésuites de l'université catholique de San Salvador. Cf. DIAL D 1519 et 1581 (NdT).

(3) Le sénateur Helms, champion d'un néo-maccarthysme, est à l'origine du blocage des aides financières au Nicaragua de l'après-sandinisme (cf. DIAL D 1561 et 1712). C'est lui aussi qu'on retrouve derrière "l'affaire Pellecer" au Guatemala, reprise en France par Le Figaro Magazine (cf. DIAL D 775) (NdT).

(4) L'occupation militaire d'Estelí par 1500 anciens soldats sandinistes et "contras", en juillet 1993, s'était soldée par 45 morts suite à l'intervention de l'armée légale (cf. DIAL D 1819) (NdT).

(5) Commandant en chef de l'armée, frère de l'ancien président Daniel Ortega (NdT).

(6) Front Farabundo Martí de libération nationale (NdT).

(7) Jeu de mot sur le sigle en américain de l'Agence pour le développement international (NdT).

(8) Alliance républicaine et nationale, parti gouvernemental actuel, généralement classé à l'extrême-droite (NdT).

(9) Son remplacement en 1994 a été annoncé par la présidente Violeta Chamorro le 2 septembre 1993 (NdT).

(10) Jeu populaire des pots cassés où l'on ramasse la mise. Allusion au fait que des responsables sandinistes "se sont sucrés" en matière d'argent et de biens sociaux (NdT).

(11) Union nationale d'opposition, parti vainqueur des élections de 1990, devenu parti gouvernemental, passé à l'opposition en janvier 1993 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F - Avion Am. lat. 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441